

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative d'Evry  
Boulevard de France  
91010 Evry-Courcouronnes

Evry-Courcouronnes, le 01/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **COLT TECHNOLOGY SERVICES**

15 Ave du Cap Horn  
91940 LES ULIS

Références : D2022- 0644

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2022 dans l'établissement COLT TECHNOLOGY SERVICES implanté 15 Ave du Cap Horn 91940 LES ULIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue sur site afin d'accompagner le laboratoire SGS en charge du contrôle inopiné des rejets aqueux effectué à sa demande conformément aux termes du courrier du 08/12/2021 (réf : D2021-1252).

L'inspection a assisté à la mise en place du matériel de contrôle ainsi qu' à la première heure de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COLT TECHNOLOGY SERVICES
- 15 Ave du Cap Horn 91940 LES ULIS
- Code AIOT dans GUN : 0006512161
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société COLT TECHNOLOGY SERVICES est une plateforme d'échanges d'informations comptant environ 30 000 clients, entreprises et administrations. Elle a un réseau Ethernet européen permettant de raccorder plus de 100 villes. La société possède et opère un réseau fibre optique de 25 000 kms dans 13 pays, incluant des boucles locales dans 34 grandes villes européennes, 16 000

bâtiments raccordés en fibre et 19 Data Centers Colt.

Le site des ULIS est dédié à l'hébergement des applications/serveurs IP (Internet Protocol) que ses clients ne souhaitent pas gérer eux-mêmes. Cet hébergement se fait dans un data center, salle « blanche » climatisée, bénéficiant d'un environnement sécurisé (double accès à l'énergie stabilisée et à Internet, climatisation avec redondance).

Situation administrative :

L'établissement bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2021 PREF/DCPPAT/BUPPE/183 du 21 juillet 2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :



**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.2.2	/	Lettre de suite préfectorale

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.4.2	/	Sans objet
Réservoirs enterrés	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.5.3	/	Sans objet
.Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qual...	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.5.1	/	Sans objet
Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.4.2.2	/	Sans objet
Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet...	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.4.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection constate la présence d'écoulement de rejet aqueux dans le regard nommé EP n°2, correspondant aux eaux pluviales n°2, malgré l'absence de précipitations depuis plus de 2 semaines.

L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour le schéma de tous les réseaux d'eaux et du plan des égouts suite à la construction du DH10+, et de rechercher l'origine de l'écoulement observé dans le regard EP n°2.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ...
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant est également en mesure de fournir un compte-rendu de vérification Q 18 datant de moins d'un an, dont le contenu et la forme du document sont définis par le référentiel APSAD, attestant que les installations électriques ne présentent pas de risques d'incendie ou d'explosion. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant présente les derniers Q18 établis par Bureau Véritas : DH1-5/bureaux daté du 08/11/21 DH4-5 daté du 22/11/21 DH6-9 daté du 03/12/21  L'inspection constate que les installations électriques ne présentent pas de risques d'incendie ou d'explosion.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, ...
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire ..) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<b>Constats :</b> Lors du contrôle inopiné eau, l'inspection constate que la présence d'écoulement d'eau dans le regard nommé "EP2", correspondant aux eaux pluviales n°2. Il n'y a pas eu des précipitations depuis plus de 2 semaines. L'exploitant n'a pas su expliquer l'origine de ce rejet.  L'exploitant doit mettre à jour le schéma de tous les réseaux d'eaux et du plan des égouts suite à la construction du DH10+, et rechercher l'origine de l'écoulement observé dans le regard EP n°2.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

## Nom du point de contrôle : Réservoirs enterrés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 8.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ...
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon. à résister au moins à la poussée d'Archimède. Les réservoirs enterrés sont en acier ou en matière composite, à double enveloppe et conformes à la norme qui leur est applicable. Ils sont munis d'un système de détection de fuite entre les deux enveloppes qui déclenche automatiquement une alarme visuelle et sonore en cas de fuite. Ce système de détection de fuite est conforme à la norme EN 13160 dans la version en vigueur au jour de sa mise en service ou à toute norme équivalente en vigueur dans la communauté européenne ou l'espace économique européen. Le détecteur de fuite et ses accessoires sont accessibles en vue de faciliter leur contrôle. Toute opération de remplissage des réservoirs est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint. Ce dispositif est conforme à la norme NF EN 13616 dans sa version en vigueur le jour de la mise en place du dispositif ou à toute norme équivalente en vigueur dans l'union européenne ou l'espace économique européen. Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu. Tout réservoir est équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes d'une section totale au moins égale au quart de la somme des sections des tuyauteries de remplissage. Les tuyauteries enterrées sont munies d'une deuxième enveloppe externe étanche compatible avec le produit transporté, séparée par un espace annulaire de l'enveloppe interne.</p>
<p><b>Constats :</b> Par courriel du 12/05/2022, l'exploitant transmet les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les fiches d'intervention des groupes électrogènes du DH6-9 (n°1 à 5) établies par AEEN datées du 3 au 7 mai 2021 ;</li> <li>- les certificats de garantie et d'étanchéité des cuves.</li> </ul> <p>L'exploitant rappelle que le site dispose de 3 cuves enterrées de 60 m3 chacune.</p> <p>L'exploitant déclare que les cuves sont munies d'un système de détection de fuite qui déclenche automatiquement une alarme au PC sécurité et à une équipe délocalisée.</p> <p>L'inspection constate la présence d'un dispositif permettant de connaître le volume disponible dans les 3 cuves enterrées du DH6-9.</p> <p>Le jour de la visite, les volumes disponibles sont :</p> <p>TK1 : 44267 l soit 73,8% de sa capacité</p> <p>TK2 : 44853 l soit 74,8% de sa capacité</p> <p>TK3 : 44388 l soit 72,8% de sa capacité</p> <p>L'inspection constate que les tests de détection de fuite sont réalisés annuellement par AEEN lors de l'entretien de groupes électrogènes.</p> <p>L'exploitant déclare que le contrôle par un organisme agréé des cuves sera réalisé en 2023.</p>
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** .Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qual...

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ...
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures sur les 3 points de rejets concernant les polluants visés aux articles 4.4.2.2 et 4.4.3 du présent arrêté par un laboratoire d'analyse agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées selon les modalités suivantes : Point de rejet n°1 et 2 « Cap Horn » (aval immédiat des séparateurs d'hydrocarbures) Point de rejet n°3 « Eaux industrielles »
<b>Constats :</b> Le contrôle inopiné porte sur l'ensemble des paramètres à contrôler. Le point de rejet n°1 et 2 « Cap Horn » (aval immédiat des séparateurs d'hydrocarbures) Les points de rejet n°3a et 3b « Eaux industrielles » Les mesures réalisées en contrôle inopiné compteront pour le contrôle annuel 2022.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ...
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur via les points de rejet n°1 et 2 mentionnés à l'article 4.3.5, sous réserve de respecter les valeurs limites de concentration en polluants indiquées dans le tableau ci-dessous, en moyenne journalière :
<b>Constats :</b> Au cours de la visite : Le point de rejet EP n°1 (Cap Horn BV Rouge) ne présentant pas d'écoulement lors de la visite, le prélèvement n'a pas été effectué. Le point de rejet EP n°2 (BV vert et orange) présente un écoulement "propre et clair".  Colt dispose d'une autorisation de rejet des eaux autres que domestiques datée du 25 mars 2019.  Le rapport n°MS22-03563_COLT daté du 17/06/2022, relatif au contrôle inopiné des rejets aqueux (Intervention du 10 au 11/05/2022), a été transmis à l'inspection le 22/06/2022. L'inspection constate que les concentrations obtenues sur le rejet EP n°2 (BV vert et orange) sont inférieures aux valeurs limites définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/183 du 21 juillet 2021 applicable à l'établissement.  Concernant l'écoulement du point de rejet EP n°2 (BV vert et orange), voir le constat relatif au "plan des réseaux".
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet...

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 4.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ...
<b>Prescription contrôlée :</b> En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux industrielles pourront être évacuées vers le milieu récepteur via le point de rejet n°3 mentionné à l'article 4.3.5, sous réserve de respecter les valeurs limites de concentration en polluants indiquées dans le tableau ci-dessous
<b>Constats :</b> Le rapport n°MS22-03563_COLT daté du 17/06/2022, relatif au contrôle inopiné des rejets aqueux (Intervention du 10 au 11/05/2022), a été transmis à l'inspection le 22/06/2022.  L'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none"><li>- les concentrations obtenues sur le rejet n°3a (Hall 4-5) sont supérieures aux valeurs limites définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/183 du 21 juillet 2021 applicable à l'établissement pour le paramètre suivant : ✓ Rapport DCO/DBO5 (&gt;3,3 pour une limite de 2,5). Ce dépassement n'est pas considéré comme important car inférieur à deux fois la VLE.</li><li>- les concentrations obtenues sur le rejet n°3b (Hall 6-9) sont inférieures aux valeurs limites définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/183 du 21 juillet 2021 applicable à l'établissement.</li></ul>
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

